



INSTRUCTION

N° 05-046-A1 du 3 novembre 2005

NOR : BUD R 05 00046 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

MISE EN PLACE DES ASSOCIATIONS DE GESTION ET DE COMPTABILITÉ (AGC)

ANALYSE

Attestations fiscales des dirigeants et administrateurs d'AGC
Attestations fiscales des salariés de centres de gestion agréés et habilités (CGAH)

Date d'application : 24/10/2005

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; ATTESTATION ; FISCALITÉ ; EXPERT COMPTABLE ;
EXPERTISE ; ASSOCIATION ; CENTRE DE GESTION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	TPGR	RGP	RF	T	DOM							

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4B



SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DES ATTESTATIONS FISCALES.....	3
2. CAS D'UTILISATION	3
3. NATURE DES DONNÉES CERTIFIÉES	3
3.1. L'attestation fiscale n° 983-SD	3
3.1.1. Attestation des services fiscaux.....	4
3.1.2. Attestation de la trésorerie.....	4
3.2. L'attestation fiscale n° 982-SD	4
3.2.1. Attestation des services fiscaux.....	4
3.2.2. Attestation de la trésorerie.....	4
4. CONTRÔLE DES OBLIGATIONS DE PAIEMENT	4
5. CIRCUIT CONCERNANT L'EXAMEN DES ATTESTATIONS	5
5.1. Attestation fiscale n° 983-SD	5
5.2. Attestation fiscale n° 982-SD	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Attestation 983-SD.....	7
ANNEXE N° 2 : Attestation 982-SD.....	8
ANNEXE N° 3 : Décret n° 2005-453 du 10 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission nationale d'inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables mentionnée à l'article 42 bis de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.....	9
ANNEXE N° 4 : Décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.....	14
ANNEXE N° 5 : Arrêté du 13 mai 2005 pris pour l'application de l'article 1 ^{er} du décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs d'associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.....	16

La réforme de la profession comptable autorise désormais l'exercice de l'activité d'expertise-comptable sous la forme associative au sein d'associations de gestion et de comptabilité (AGC) (ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004 modifiant l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945).

L'inscription des AGC implique qu'elles aient des dirigeants et administrateurs présentant des garanties de moralité.

En conséquence, les dirigeants et administrateurs de ces associations doivent obtenir de l'administration fiscale une attestation leur permettant de justifier auprès de la Commission nationale d'inscription des AGC de la régularité de leur situation fiscale.

Il en est de même pour les salariés des centres de gestion agréés et habilités (CGAH) qui souhaiteraient être inscrits au tableau en qualité d'experts-comptables.

1. PRÉSENTATION DES ATTESTATIONS FISCALES

Les attestations fiscales¹ se présentent sous forme d'un feuillet comportant deux parties :

- sur la partie supérieure, le demandeur indique ses coordonnées (nom, prénom, adresse du domicile et, le cas échéant, adresse de l'établissement principal, n° SIRET), la date de la demande et appose sa signature ;
- sur la partie inférieure, le service indique la date de réception de la demande, la situation du candidat au regard de ses obligations fiscales, la date de la délivrance de l'attestation puis appose le cachet et la signature de l'agent.

2. CAS D'UTILISATION

L'attestation fiscale permet au candidat de justifier, auprès de la commission nationale d'inscription des AGC, de la régularité de sa situation fiscale au 31 décembre de l'année précédant sa demande :

- pour exercer les fonctions d'administrateur ou de dirigeant d'association de gestion et de comptabilité (imprimé n° 983-SD figurant en annexe 1) ;
- pour être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables ou être autorisé à exercer la profession d'expert-comptable en qualité de salarié d'AGC (imprimé n° 982-SD figurant en annexe 2).

3. NATURE DES DONNÉES CERTIFIÉES

L'attestation fiscale certifie que le demandeur est en règle au regard de ses obligations fiscales déclaratives et de paiement.

3.1. L'ATTESTATION FISCALE N° 983-SD

Elle est délivrée au futur administrateur ou dirigeant d'AGC, après la validation du respect des obligations fiscales et de paiement suivantes :

¹ Les imprimés d'attestation sont disponibles auprès de tout service des impôts.
Ils sont également consultables et téléchargeables sur le site internet de la DGI à l'adresse suivante :
«<http://www.impots.gouv.fr>».

L'intéressé peut également se procurer l'imprimé auprès de la commission nationale d'inscription des AGC, en formulant une demande écrite ou en téléphonant au secrétariat de la commission au 153 rue de Courcelles à Paris 17ème – 01 44 15 60 00

3.1.1. Attestation des services fiscaux

Le centre des impôts dont dépend le domicile du demandeur atteste que le demandeur a déposé sa déclaration de revenus (2042), sa déclaration d'impôt sur la fortune (n° 2725) et qu'il est en règle au regard de ses obligations de paiement de l'impôt sur la fortune et éventuellement des pénalités.

Si le demandeur exerce une activité professionnelle à titre indépendant, la recette élargie, le CDI-recette ou la recette dont dépend son établissement principal atteste du dépôt de la déclaration de résultats (BIC, BA, BNC), de la déclaration de taxe professionnelle, du dépôt des déclarations et du paiement des taxes annexes (taxe d'apprentissage, participation des employeurs à la formation professionnelle continue, participation des employeurs à l'effort de construction), de la taxe sur les salaires et de la TVA, et éventuellement des pénalités.

3.1.2. Attestation de la trésorerie

La trésorerie dont dépend le domicile du demandeur doit s'assurer qu'il n'est redevable d'aucune dette fiscale dans les applications REC et RAR (impôt sur le revenu, prélèvements sociaux, taxe d'habitation, taxes foncières, redevance audiovisuelle due à partir de 2005, pénalités et amendes fiscales, ...).

Si le demandeur exerce une activité professionnelle à titre indépendant, la trésorerie dont dépend l'établissement principal atteste que le demandeur s'est acquitté du paiement de la taxe professionnelle, et éventuellement des pénalités et des amendes fiscales (ainsi que des rôles de taxe sur les salaires émis avant le transfert du recouvrement de cet impôt à la DGI).

3.2. L'ATTESTATION FISCALE N° 982-SD

Elle est délivrée au demandeur, salarié d'AGC, après la validation du respect des obligations fiscales et de paiement suivantes :

3.2.1. Attestation des services fiscaux

Le centre des impôts dont dépend le domicile du demandeur atteste du dépôt de sa déclaration 2042 (impôt sur le revenu), le cas échéant, du dépôt de sa déclaration d'impôt sur la fortune (n° 2725) et atteste que le demandeur est en règle au regard de ses obligations de paiement de l'impôt sur la fortune et éventuellement des pénalités.

3.2.2. Attestation de la trésorerie

La trésorerie dont dépend le domicile du demandeur doit s'assurer dans les applications REC et RAR que ce dernier est à jour de ses paiements (impôt sur le revenu, prélèvements sociaux, taxe d'habitation, taxes foncières, redevance audiovisuelle due à partir de 2005, pénalités et amendes fiscales, ...).

4. CONTRÔLE DES OBLIGATIONS DE PAIEMENT

Le contrôle effectué par les trésoreries porte sur les rôles dont la date de majoration de 10% est fixée au 15 décembre N-1 au plus tard (N étant l'année au cours de laquelle a lieu la demande d'attestation).

Le contrôle porte également sur les pénalités (majoration de 10 %, frais de poursuites et intérêts moratoires).

En cas de recours contentieux formé par le candidat, la situation des paiements est régulière pour la période litigieuse, dès lors qu'il a demandé expressément à surseoir aux paiements des impositions en cause et présenté à cet effet toutes les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement.

Sont considérées comme étant en règle au regard du paiement de l'impôt :

- les personnes qui étaient reliquataires au 31 décembre de l'année N-1 mais qui ont intégralement régularisé leur situation à la date de la demande d'attestation,
- les personnes soumises à une procédure de redressement judiciaire qui, au 31 décembre de l'année N-1, ont respecté les échéances fixées dans le cadre d'un plan d'apurement du passif établi par le tribunal de commerce ou, à défaut, qui ont régularisé leur situation au regard des versements à effectuer à la date de la demande d'attestation,
- les personnes qui ont obtenu du comptable ou de la commission départementale des chefs de services financiers un plan de règlement échelonné, dès lors qu'elles en ont respecté les conditions jusqu'au 31 décembre N-1.

5. CIRCUIT CONCERNANT L'EXAMEN DES ATTESTATIONS

Le responsable du service des impôts du domicile du demandeur veille à ce que l'attestation soit adressée au demandeur le plus rapidement possible. L'objectif est d'assurer un retour de l'attestation dans un délai d'un mois.

Le candidat dépose l'imprimé au centre des impôts de son domicile. L'imprimé suit alors le circuit décrit ci-dessous.

Le comptable du Trésor coche la ou les cases correspondant à sa compétence ou mentionne que le demandeur n'est pas en règle au regard de ses obligations fiscales. Il précise le ou les impôts qui figurent en restes à recouvrer dans les applications REC ou RAR.

Dans ce dernier cas, la circulation de l'attestation est interrompue et elle est renvoyée au service des impôts du domicile du candidat, qui l'en informe en lui rappelant les impôts qu'il n'a pas acquittés.

5.1. ATTESTATION FISCALE N° 983-SD

L'intéressé doit compléter la première partie de l'imprimé réservée à ses impositions personnelles et la deuxième partie s'il exerce une activité professionnelle à titre indépendant. En outre, s'il exerce plusieurs activités professionnelles à titre indépendant, il doit produire une attestation pour chacune de ses activités.

Le choix du circuit de l'attestation dépend de l'implantation géographique des services.

1^{ère} possibilité :

Centre des impôts domicile → Service des impôts activité professionnelle → Trésorerie activité professionnelle → Trésorerie domicile → Centre des impôts domicile → Demandeur.

2nde possibilité :

Centre des impôts domicile → Trésorerie domicile → Trésorerie activité professionnelle → Service des impôts activité professionnelle → Centre des impôts domicile → Demandeur.

5.2. ATTESTATION FISCALE N° 982-SD

Le circuit de l'attestation est le suivant :

Centre des impôts domicile → Trésorerie domicile → Centre des impôts domicile → Demandeur.

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être signalées à la direction sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
par intérim

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
par intérim

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

ANNEXE N° 1 : Attestation 983-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

983-SD
(07-2005)

ATTESTATION (1)

délivrée conformément à l'article 7 ter
de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée
et relative aux obligations fiscales des dirigeants et des administrateurs d'AGC

Nom, prénom :	Nom, prénom, dénomination (2) :
Adresse du domicile :	Adresse de l'établissement principal :
Fait à le (Signature et qualité du demandeur)	Siret : Fait à le (Signature et qualité du demandeur)

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Est à jour au 31 décembre 2000 :	Est à jour au 31 décembre 2000 :
CDI Recette Trésorerie	CDI Recette Trésorerie
Des déclarations fiscales lui incombant à cette date : <input type="checkbox"/>	Des déclarations fiscales lui incombant à cette date : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Des dettes fiscales lui incombant à cette date : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Des dettes fiscales lui incombant à cette date : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> N'a pas fait l'objet des mesures prévues à l'article 1750 du code général des impôts et n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une amende fiscale prononcée par un tribunal ni d'une sanction fiscale prononcée par l'administration pour manœuvres frauduleuses.	<input type="checkbox"/> N'a pas fait l'objet des mesures prévues à l'article 1750 du code général des impôts et n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une amende fiscale prononcée par un tribunal ni d'une sanction fiscale prononcée par l'administration pour manœuvres frauduleuses.
Date, signature, cachet et nom :	Date, signature, cachet et nom :
1/ du Responsable du service des impôts :	4/ du Responsable du service des impôts :
2/ du Comptable des impôts :	5/ du Comptable des impôts :
3/ du Comptable du Trésor :	6/ du Comptable du Trésor :

(1) A déposer au centre des impôts de votre domicile.

(2) Cadre à remplir par les personnes exerçant une profession à titre individuel en autant d'exemplaires qu'elles disposent d'établissements principaux.

▲
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNEXE N° 2 : Attestation 982-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS



12560*01

982-SD
(07-2005)

ATTESTATION (1)

délivrée conformément aux articles 83 bis, 83 ter et 83 quater
de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 modifiée
et relative aux obligations fiscales des salariés de centres de gestion agréés et habilités

Nom, prénom :

Adresse du domicile :
.....
.....
.....
.....Fait à, le
(Signature et qualité du demandeur)

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Est à jour au 31 décembre 200. :

CDI Recette Trésorerie

Des déclarations fiscales lui incombant à cette date :

☐

Des dettes fiscales lui incombant à cette date :

☐☐

Date, signature, cachet et nom :

1/ du Responsable du service
des impôts :

2/ du Comptable des impôts :

3/ du Comptable du Trésor :

(1) À déposer au centre des impôts de votre domicile

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNEXE N° 3 : Décret n° 2005-453 du 10 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission nationale d'inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables mentionnée à l'article 42 bis de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.

NOR: BUDF0500019D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 775 et 776 ;

Vu l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004, notamment ses articles 7 ter, 42 bis, 49 bis, 83, 83 bis, 83 ter et 83 quater ;

Vu le décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable,

Décète :

Article 1^{er} . - Les personnes qui souhaitent créer une association de gestion et de comptabilité sur le fondement des articles 7 ter ou 83 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée doivent adresser leur demande par lettre recommandée avec avis de réception à la commission nationale d'inscription instituée par l'article 42 bis de l'ordonnance susvisée, accompagnée des justificatifs suivants :

- a) Une copie des statuts permettant notamment de connaître la qualité des membres fondateurs et leur nombre et, le cas échéant, une copie du règlement intérieur ;
- b) Les attestations mentionnées à l'article 1er du décret du 10 mai 2005 susvisé permettant d'établir que les dirigeants et administrateurs de l'association sont en règle au regard de leurs obligations fiscales et sociales ;
- c) Une liste des adhérents au jour du dépôt de la demande, pour les associations qui ne bénéficient pas des dispositions de l'article 83 de l'ordonnance susvisée ;
- d) Une copie du contrat d'assurance prévu à l'article 17 de l'ordonnance susvisée ;
- e) Une copie de la déclaration à la préfecture de la création de l'association ou des modifications statutaires apportées ultérieurement ;
- f) Un rapport sur les moyens humains et matériels qui seront mis en œuvre dans les différentes implantations de la future association de gestion et de comptabilité pour assurer ses missions.

ANNEXE N° 3 (suite)

Article 2. - Les personnes qui souhaitent bénéficier des dispositions prévues à l'article 83 bis de l'ordonnance susvisée doivent adresser leur demande par lettre recommandée avec avis de réception à la commission nationale d'inscription instituée par l'article 42 bis de l'ordonnance susvisée, accompagnée des justificatifs suivants :

- a) Une copie d'une pièce d'identité permettant de justifier de leur âge et de leur nationalité ;
- b) Une copie du titre ou diplôme visé au 2° de l'article 83 bis de l'ordonnance susvisée ;
- c) Un certificat du ou des employeurs justifiant de l'expérience professionnelle visée au 3° de l'article 83 bis de l'ordonnance susvisée ;
- d) Une attestation permettant d'établir qu'elles sont en règle au regard de leurs obligations fiscales.

Article 3.- Les centres de gestion agréés et habilités qui souhaitent présenter la candidature de leurs salariés au titre des articles 83 ter et 83 quater de l'ordonnance susvisée doivent adresser à la commission nationale d'inscription une demande par lettre recommandée avec avis de réception accompagnée des justificatifs suivants :

- 1° S'agissant des candidatures de personnes présentées au titre de l'article 83 ter de l'ordonnance susvisée : les pièces justificatives mentionnées aux a, c et d et le cas échéant au b de l'article 2 ci-dessus ;
- 2° S'agissant des candidatures de personnes présentées au titre de l'article 83 quater de l'ordonnance susvisée :

- une attestation du président du centre de gestion agréé et habilité déclarant qu'aucun salarié n'a bénéficié des dispositions des articles 83 bis et 83 ter de l'ordonnance susvisée et certifiant que la personne physique exerce les responsabilités visées à l'article 83 quater de l'ordonnance susvisée ;
- les pièces justificatives visées aux a et d de l'article 2 ci-dessus.

Article 4. - Conformément aux dispositions prévues au 3° de l'article 776 du code de procédure pénale, la commission nationale d'inscription demande communication au magistrat chargé du service du casier judiciaire national automatisé du bulletin n° 2 prévu à l'article 775 de ce même code concernant les personnes physiques dont les dossiers de candidature lui sont soumis en vertu des articles 83 bis, 83 ter ou 83 quater de l'ordonnance susvisée.

Article 5. - Les personnes qui présentent leur candidature sur le fondement des articles 7 ter, 83, 83 bis, 83 ter ou 83 quater de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée acquittent auprès de la commission nationale d'inscription des frais de dossier dont le montant est fixé dans le règlement intérieur de ladite commission.

Après s'être assuré que le dossier est complet, le président de la commission nationale d'inscription délivre récépissé de la demande sans délai.

Article 6. - La commission nationale d'inscription est composée :

- a) D'un président désigné par arrêté du ministre chargé du budget ;
- b) De quatre personnalités qualifiées désignées par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables ;
- c) De quatre personnalités qualifiées désignées par les fédérations représentatives dont la liste est fixée par l'arrêté du ministre chargé du budget mentionné à l'article 49 bis de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée.

Un président suppléant et des membres suppléants sont désignés dans les mêmes conditions.

ANNEXE N° 3 (suite)

Le secrétariat de la commission nationale d'inscription est assuré par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

Pour apprécier le respect des conditions d'inscription relatives aux diplômes, la commission nationale d'inscription peut faire appel en tant que de besoin au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé de l'agriculture.

Le président peut désigner un ou plusieurs rapporteurs, choisis parmi ses membres ou en dehors d'eux.

La commission nationale d'inscription délibère valablement lorsque cinq de ses membres sont présents.

Ses décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La commission adopte son règlement intérieur.

Article 7. - L'instruction a lieu au vu des justificatifs prévus aux articles 1er, 2 et 3 du présent décret.

La commission nationale d'inscription peut procéder à l'audition du candidat ou de son représentant et recueillir tous renseignements qui lui paraissent utiles à l'appréciation de sa demande.

Toutefois, une décision de rejet ne peut intervenir qu'à la condition que l'intéressé ait été préalablement entendu ou dûment appelé.

Article 8 - La commission rend sa décision dans les trois mois de la délivrance du récépissé mentionné à l'article 5 par le président de cette commission.

Ce délai peut être interrompu pour une durée maximale de trois mois non renouvelable aux fins d'enquêtes complémentaires après en avoir informé le candidat par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la décision n'est pas intervenue à l'expiration de ce délai, la commission nationale d'inscription peut être dessaisie à la demande du candidat par lettre recommandée avec avis de réception. Le dossier est alors transmis sans délai au Comité national du tableau par le président de la commission nationale d'inscription.

La décision de la commission nationale d'inscription est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au candidat, au commissaire du Gouvernement, au président du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables. Elle l'est également au conseil régional intéressé dans les conditions prévues aux articles 10, 16 et 17 du présent décret ainsi qu'aux centres de gestion agréés et habilités ayant présenté la candidature en application des articles 2 ou 3 du présent décret.

Article 9. - Le Comité national du tableau, lorsqu'il statue sur les demandes visées aux articles 1er, 2 et 3 du présent décret, doit statuer dans un délai de six mois à compter de la réception de la lettre recommandée visée au troisième alinéa de l'article 8 ou de l'appel formulé par le candidat.

Ce délai peut être interrompu pour une durée maximale de trois mois non renouvelable aux fins d'enquêtes complémentaires après en avoir informé le candidat par lettre recommandée avec avis de réception.

La décision du Comité national du tableau est notifiée dans les conditions prévues à l'article 8. Elle l'est également à la commission nationale d'inscription.

Article 10. - Dès réception de la lettre mentionnée à l'article 8, le conseil régional de la circonscription où l'association a son siège ou un bureau secondaire, inscrit sans délai sur une liste à la suite du tableau les associations de gestion et de comptabilité admises par la commission à exercer l'activité d'expertise comptable.

ANNEXE N° 3 (suite)

Article 11. - Lorsqu'une association de gestion et de comptabilité possède un ou plusieurs bureaux ouverts en permanence à ses membres, ce ou ces bureaux font l'objet d'une inscription distincte sur la liste mentionnée à l'article 10. La responsabilité des travaux est assurée de manière régulière et effective par un salarié membre de l'ordre ou un salarié autorisé à exercer la profession d'expert-comptable inscrit au tableau de la même circonscription.

Cette inscription doit être demandée par l'association de gestion et de comptabilité à la commission nationale d'inscription.

Article 12. - Les associations de gestion et de comptabilité sont classées sur la liste de leur circonscription régionale, par département et par ordre alphabétique, sous leur dénomination, avec indication de leur adresse professionnelle et de l'année de leur inscription sur la liste.

Article 13. - La liste des associations de gestion et de comptabilité est tenue à la disposition du public, tant au siège de la commission nationale d'inscription qu'à celui de chaque conseil régional.

Article 14. - Dans le cas où une association de gestion et de comptabilité déplace son siège dans une autre circonscription régionale, elle en avise la commission nationale d'inscription. Son inscription est transférée, à la diligence de la commission nationale d'inscription, sur la liste de la nouvelle circonscription dont elle dépend.

Article 15. - Les associations de gestion et de comptabilité qui souhaitent cesser définitivement d'exercer l'activité d'expertise comptable en informent la commission par lettre recommandée avec avis de réception. La commission en avise le conseil régional intéressé afin qu'il puisse procéder à la radiation de l'association de la liste.

Article 16. - Les personnes dont la candidature a fait l'objet d'une décision favorable de la commission nationale d'inscription sur le fondement de l'article 83 bis de l'ordonnance susvisée sont inscrites, sur notification de la commission nationale d'inscription, au tableau de l'ordre en qualité d'expert-comptable.

Cette notification intervient lorsque la personne mentionnée au premier alinéa justifie qu'elle exercera la profession d'expert-comptable en qualité de salarié d'une association de gestion et de comptabilité.

Le conseil régional procède sans délai à ces inscriptions.

Elles sont classées sur le tableau de leur circonscription régionale, dans leur section, par département et par ordre alphabétique, avec indication de leur adresse professionnelle et de l'année de leur inscription sur le tableau.

Article 17. - La personne dont la candidature a fait l'objet d'une décision favorable de la commission nationale d'inscription sur le fondement des articles 83 ter ou 83 quater de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée est inscrite, sur notification de la commission nationale d'inscription, à la suite du tableau, sur la liste des salariés d'association de gestion et de comptabilité autorisés à exercer la profession d'expert-comptable, dressée par chaque conseil régional.

Cette notification intervient lorsque la personne mentionnée au premier alinéa justifie de sa qualité de salarié de l'association de gestion et de comptabilité issue de la transformation du centre de gestion agréé et habilité qui a présenté sa candidature.

Le conseil régional procède sans délai à ces inscriptions.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

S'agissant des personnes mentionnées à l'article 83 quater précité, leur inscription n'est valable que pour autant qu'elles sont en fonction au sein de l'association de gestion et de comptabilité pour laquelle leur inscription a été sollicitée. Elle prend fin dès lors qu'elles cessent leurs fonctions au sein de l'association de gestion et de comptabilité considérée.

Elles sont classées sur la liste de leur circonscription régionale, par département et par ordre alphabétique, avec indication de leur adresse professionnelle et de l'année de leur inscription sur la liste.

Article 18. - La liste des salariés d'association de gestion et de comptabilité autorisés à exercer l'activité d'expert-comptable est tenue à la disposition du public au siège de chaque conseil régional.

Article 19. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 2005.

Par le Premier ministre :
*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
porte-parole du Gouvernement,*
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

JEAN-PIERRE RAFFARIN

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

ANNEXE N° 4 : Décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.

NOR: BUDF0500018D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code général des impôts, notamment son article 1750 ;

Vu l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004, notamment ses articles 7 ter et 42 bis ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1^{er}. - Pour justifier, conformément aux dispositions de l'article 7 ter de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée, avoir satisfait à leurs obligations fiscales et sociales, les personnes qui dirigent ou administrent une association de gestion et de comptabilité produisent à la commission nationale d'inscription prévue à l'article 42 bis de la même ordonnance un ou plusieurs documents délivrés, sur leur demande, par l'administration fiscale et par les administrations et organismes compétents en matière sociale, attestant qu'ils sont à jour des déclarations et des paiements qui leur incombent.

L'attestation délivrée par l'administration fiscale précise également si les intéressés ne font pas l'objet des mesures prévues à l'article 1750 du code général des impôts ou n'ont pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une amende fiscale prononcée par un tribunal ou d'une sanction fiscale prononcée par l'administration des impôts pour manœuvres frauduleuses.

Un arrêté des ministres chargés de l'économie, de la sécurité sociale et de l'agriculture fixe la liste des administrations et organismes compétents pour délivrer les attestations mentionnées ci-dessus.

Article 2. - Les attestations mentionnées à l'article 1er doivent être produites lors de la demande d'inscription de l'association de gestion et de comptabilité, en cas de changement de dirigeant ou d'administrateur ainsi que sur demande de la commission nationale d'inscription.

ANNEXE N° 4 (suite et fin)

Article 3. - Le ministre des solidarités, de la santé et de la famille, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 mai 2005.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
porte-parole du Gouvernement,*
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

*Le ministre des solidarités,
de la santé et de la famille,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
DOMINIQUE PERBEN

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et de la ruralité,
DOMINIQUE BUSSEREAU

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

ANNEXE N° 5 : Arrêté du 13 mai 2005 pris pour l'application de l'article 1^{er} du décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs d'associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable.

NOR: BUDF0500020A

Le ministre des solidarités, de la santé et de la famille, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement,

Vu l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2004-279 du 25 mars 2004, notamment ses articles 7 ter et 42 bis ;

Vu le décret n° 2005-452 du 10 mai 2005 relatif aux dirigeants et administrateurs d'associations de gestion et de comptabilité mentionnées à l'article 7 ter de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable, et notamment son article 1^{er},

Arrêtent :

Article. 1^{er}. - Les attestations établissant que les dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité sont à jour des déclarations fiscales qui leur incombent et des dettes fiscales dont ils sont redevables à la caisse des comptables des impôts sont délivrées par la direction générale des impôts. Cette dernière est également compétente pour attester qu'ils n'ont pas fait l'objet des mesures prévues à l'article 1er du décret du 10 mai 2005 susvisé.

Article 2. - Les attestations établissant que les dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité sont à jour des dettes fiscales dont ils sont redevables à la caisse des comptables du Trésor sont délivrées par ces derniers.

Article 3. - Les attestations établissant que les dirigeants et administrateurs des associations de gestion et de comptabilité ont satisfait à leurs obligations sociales sont délivrées :

- par les unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et les caisses générales de sécurité sociale ;
- par les caisses mutuelles régionales et les organismes conventionnés visés à l'article L. 611-3 du code de la sécurité sociale ;
- par les caisses des organisations autonomes mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 621-3 du code de la sécurité sociale ;
- par les caisses de congés payés ;
- par les caisses de mutualité sociale agricole, les organismes assureurs visés à l'article L. 731-30 du code rural, le groupement des organismes assureurs prévus à l'article L. 752-14 du code rural ou, lorsque l'exploitation est située dans les départements d'outre-mer, par les caisses générales de sécurité sociale.

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

Article 4. - Les attestations visées aux articles 1er et 2 du présent arrêté doivent avoir été établies moins de trois mois avant leur production à la commission mentionnée à l'article 42 bis de l'ordonnance du 19 septembre 1945 susvisée.

Article 5. - Le directeur de la sécurité sociale, le directeur général des impôts, le directeur général de la comptabilité publique et le directeur général de la forêt et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 2005.

*Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,
porte-parole du Gouvernement,*
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

*Le ministre des solidarités,
de la santé et de la famille,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et de la ruralité,*
DOMINIQUE BUSSEREAU

ISSN : 0984 9114